

Éducation

25 fermetures de classes en Haute-Vienne ?

C'est l'hypothèse avancée notamment par le syndicat Snuipp-FSU 87 pour la rentrée 2026 dans le premier degré. Un appel à la grève est lancé pour ce mardi 31 mars, dans le sillage d'une mouvement national de protestation contre une carte scolaire qui s'annonce difficile.

FLORENCE CLAVAUD-PARANT

florence.clavaud-parant@centrefrance.com

Menacées d'une suppression de classe à la rentrée prochaine, plusieurs écoles devraient rester fermées ce mardi 31 mars en Haute-Vienne. Ce devrait être le cas notamment à Saint-Yrieix-la-Perche, Saint-Priest-sous-Aixe ou encore Veyrac, où un rassemblement symbolique initié par des parents a par ailleurs eu lieu samedi 28 mars. La date du 31 mars n'est pas un hasard : ce jour-là, les mesures de carte scolaire pour septembre 2026 doivent être discutées lors de deux instances de concertation prévues à Limoges. Et elles s'annoncent difficiles, si l'on en croit le syndicat Snuipp-FSU 87.

Deux rassemblements

Ce dernier redoute en effet 25 fermetures de classes pour 14 ouvertures. « Le ministère a décidé de récupérer onze postes, mais le département a besoin de six ouvertures de classes et de deux ouvertures d'Ulis, et l'administration a décidé d'attribuer six postes pour les PAS (Pôles d'appui à la scolarité), explique le syndicat dans un communiqué. Le calcul est vite fait : pour obtenir ces 14 ouvertures, il faudra 25 fermetures. »

Le Snuipp-FSU, qui exprime ses inquiétudes concernant « les condi-



La baisse démographique annoncée représenterait 0,39 élèves par classe. « Pas de quoi justifier 11 suppressions de postes », estime le syndicat CGT Educ'Action. PHOTO B. AZZOPARD

tions d'enseignement et d'apprentissage des élèves, la santé des personnels et donc sur la garantie du service public d'éducation », appelle à un rassemblement à 11 heures devant la préfecture où se tiendra un Conseil social d'administration spécial départemental (CSA-SP), puis à 14 heures devant la DSDEN.

La CGT-Educ'Action, qui appelle également à la grève, a pour sa part adressé un courrier aux élus, rappelant notamment l'argument démographique avancé par l'administration et qu'elle juge discutable : la perte annoncée de 487 élèves l'an

prochain, laquelle ne représente en moyenne « que 0,39 élèves par classe. »

Pour sa part, le Se-Unsa 87, qui a lancé une enquête auprès des enseignants pour faire remonter les difficultés du terrain, n'appelle pas à la grève dans l'immédiat. « Les choix budgétaires sont faits, on ne pourra pas les modifier, il s'agit maintenant de discuter au cas par cas pour défendre l'intérêt des écoles », estime le syndicat, qui ne cache pas néanmoins son inquiétude et dit comprendre « la colère légitime des personnels. » ●